

Résultats des exploitations

2016

évolution des résultats

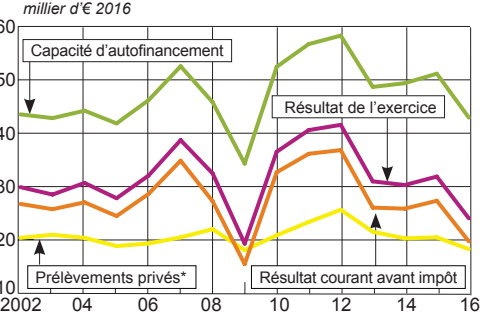
En 2016, le résultat courant avant impôt (RCAI) par actif non salarié des « moyennes et grandes » exploitations agricoles s'élève à 19 300 € en moyenne. Ce résultat baisse sensiblement par rapport au niveau atteint entre 2013 et 2015 (autour de 26 000 € par actif non salarié), conséquence notamment de la conjoncture défavorable ayant affecté les grandes cultures.

Les niveaux et évolutions de résultats sont très contrastés selon les orientations. Le RCAI des exploitations de céréales et oléoprotéagineux recule fortement à la suite d'aléas climatiques ayant conduit à une forte baisse des rendements des principales cultures. Après une année 2015 en hausse, les résultats des exploitations viticoles et maraîchères se replient également. À l'inverse, la conjoncture est favorable aux élevages de porcins, marqués par un comportement cyclique. Les résultats des élevages bovins lait baissent pour la deuxième année consécutive.

En 2016, un quart des exploitations dégage un RCAI par actif non salarié inférieur à 940 € et un quart affiche un montant supérieur à 30 300 €. L'écart de 29 300 € est comparable à celui des années récentes, mais sensiblement supérieur à celui constaté au début des années 2000 : 23 800 € en 2002 (en € 2016).

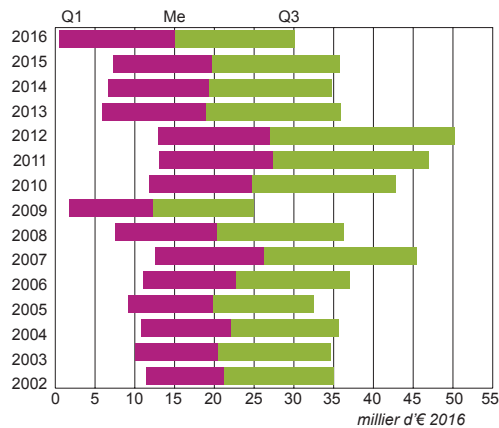
Le résultat de l'exercice (supérieur au RCAI du fait des plus-values sur cession d'actifs) et la capacité d'autofinancement évoluent parallèlement au RCAI. Le niveau des prélèvements privés après déduction des cotisations sociales de l'exploitant baisse de 11 % en 2016.

Indicateurs d'évolution de la situation économique par actif non salarié



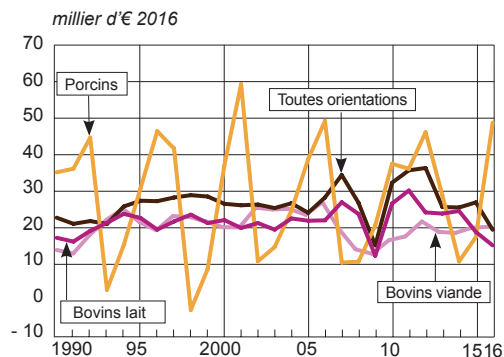
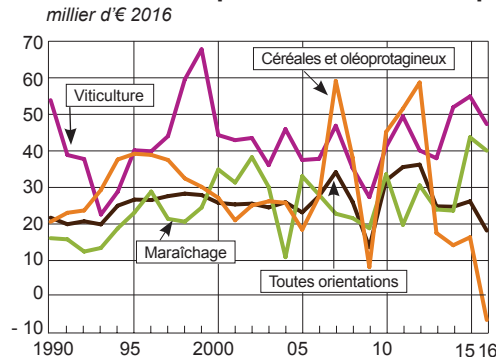
*Net des apports et des cotisations sociales de l'exploitant.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS », « indicateurs cités ».
Source : Agreste - Rica

Dispersion du résultat courant avant impôt par actif non salarié entre 2002 et 2016



Lecture : en 2016, un quart des exploitations a un RCAI par actif non salarié inférieur à 940 € (Q1), la moitié à 14 600 € et trois quarts à 30 300 €. Ces valeurs, exprimées en € 2016, étaient de 11 500 € (Q1), 21 400 € (Me) et 35 300 € (Q3) en 2002.
Champ : France métropolitaine, « exploitations moyennes et grandes ». Source : Agreste - Rica

RCAI par actif non salarié par orientation entre 1990 et 2016



Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ». Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2016

dispersion des résultats

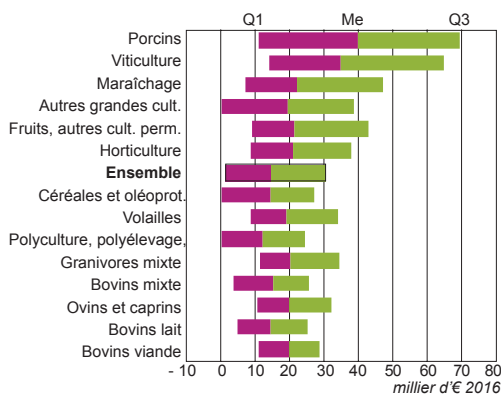
En 2016, le résultat courant avant impôt (RCAI) médian par actif non salarié (Utans) est de 14 600 €. Tandis qu'un quart des exploitations a un RCAI par actif non salarié supérieur à 30 300 €, un quart dégage moins de 940 €.

Les disparités de résultats sont importantes entre les orientations productives et au sein de chacune de ces orientations. En 2016, elles s'accroissent considérablement dans les élevages de porcins et restent marquées en viticulture. Alors que 25 % des éleveurs de porcins dégagent un RCAI par actif non salarié inférieur à 11 000 € (1^{er} quartile), les 25 % avec les plus hauts résultats dégagent plus de 69 700 € (3^e quartile), soit un rapport de 1 à 6. Les résultats des éleveurs de bovins viande demeurent les moins dispersés, avec un rapport de 1 à 3 entre le premier et le troisième quartile. Les différences de taille entre exploitations peuvent en partie expliquer ces disparités, le RCAI par actif non salarié étant en moyenne plus élevé dans les plus grandes exploitations.

Il existe également d'importantes différences entre régions, mais aussi des disparités au sein des régions, du fait de l'orientation des productions et de la taille des exploitations selon les territoires. Dans la région Grand Est, par exemple, un quart des exploitations a un RCAI par actif non salarié supérieur à 39 800 € tandis qu'un quart dégage moins de 400 €, soit un écart de 39 400 €.

Dispersion du résultat courant avant impôt par actif non salarié en 2016

• Selon les orientations



Note : les orientations sont classées par dispersion décroissante 2016 (mesurée par l'intervalle interquartile Q3-Q1).

• Selon les régions

	Résultat courant avant impôt			
	Moyenne	Médiane	Q1	Q3
	millier d'€ par actif non salarié			
Île-de-France	10,8	-5,4	-24,8	14,6
Centre-Val de Loire	3,0	-0,7	-19,8	18,5
Bourgogne-Franche-Comté	15,6	12,1	-4,5	30,6
Normandie	13,3	11,3	-3,6	25,8
Hauts-de-France	5,9	0,9	-14,2	18,0
Grand Est	24,3	15,0	0,4	39,8
Pays de la Loire	21,3	18,9	6,7	34,3
Bretagne	27,8	21,2	9,4	34,5
Nouvelle-Aquitaine	23,1	15,8	4,0	31,3
Occitanie	17,6	15,3	5,3	26,6
Auvergne-Rhône-Alpes	20,4	17,9	7,1	30,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	35,0	24,9	10,7	42,7
Corse	31,0	19,6	8,3	45,3
France métropolitaine	19,3	14,6	0,9	30,3

Lecture : en 2016, 25 % des exploitations de la région Grand Est dégagent un RCAI par Utans inférieur à 400 €, et 25 % dégage un RCAI par Utans supérieur à 39 800 €.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Source : Agreste - Rica

RCAI par actif non salarié en 2016 : orientation et taille économique

	Dimension économique des exploitations ¹							
	Moyennes		Grandes ²		Très grandes		Ensemble moy. et grandes	
	Production	RCAI	Production	RCAI	Production	RCAI	Production	RCAI
	par actif non salarié, moyenne par exploitation en millier d'€							
Grandes cultures	68,1	2,5	128,8	0,3	260,0	21,7	120,5	4,3
Maraîchage et horticulture	88,6	16,2	231,8	43,1	425,8	62,0	208,3	34,6
Viticulture	82,2	22,6	157,2	38,2	340,8	81,5	188,9	46,4
Fruits et autres cultures permanentes	76,9	20,3	162,5	34,3	277,1	55,8	158,2	34,3
Bovins lait	67,1	12,9	109,9	15,4	152,6	16,8	107,6	15,1
Bovins viande	53,7	18,5	98,9	24,9	134,3	39,2	65,6	20,3
Bovins mixte	50,8	14,0	102,9	13,4	144,1	19,8	97,7	14,9
Ovins, caprins et autres herbivores	55,2	16,7	84,7	21,8	172,2	39,5	66,3	18,7
Porcins, volailles	88,3	17,1	140,8	18,0	338,6	37,3	260,2	30,0
Polyculture, polyélevage, autres	60,8	7,8	117,4	10,7	186,0	12,4	117,5	10,2
Ensemble	65,9	12,8	124,8	15,9	265,6	37,5	132,2	19,3

1. Dimension économique définie par la PBS. Voir glossaire « PBS ».

2. Hors très grandes exploitations.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

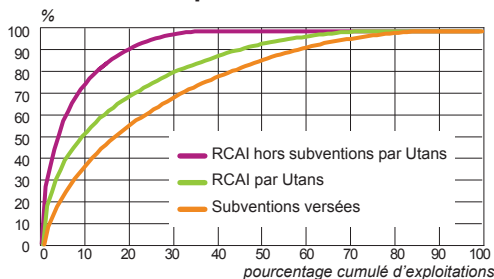
2016

subventions d'exploitation

En 2016, 92 % des exploitations « moyennes et grandes » bénéficient d'au moins une subvention d'exploitation. Ces exploitations perçoivent en moyenne 33 600 € d'aides, soit 23 700 € par actif non salarié. En 2016, 16 % des exploitations reçoivent 50 % des aides. Les subventions contribuent à réduire les disparités de résultats entre exploitations : la distribution de ces aides est en effet moins concentrée que celle du RCAI par Utans par exploitation.

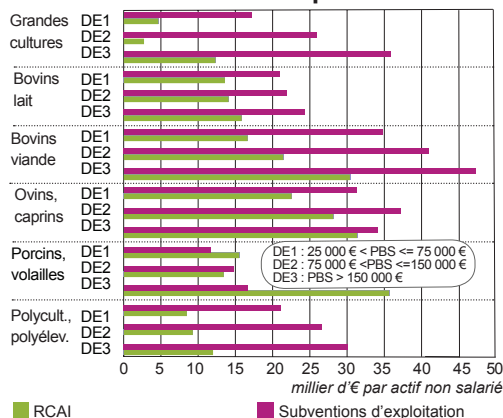
En 2016, les subventions d'exploitations représentent en moyenne, pour les bénéficiaires, 22 % des produits courants et 55 % de l'excédent brut d'exploitation (EBE). Sans subvention, 61 % des exploitations auraient un RCAI négatif, contre 24 % après prise en compte des subventions. En particulier pour les céréaliers : neuf sur dix auraient enregistré un RCAI négatif sans les subventions. Comme en 2015, les résultats des éleveurs restent fortement tributaires de ces subventions, notamment en bovins viande. Dans l'ensemble, le niveau d'aides augmente avec la taille économique des exploitations. Les exploitations de grandes cultures les plus grandes en perçoivent deux fois plus que les plus petites (35 500 € contre 17 000 €).

Concentration des subventions et du RCAI par Utans en 2016



Lecture : 50 % des subventions se concentrent sur 16 % des exploitations.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire « PBS ».
Source : Agreste - Rica

Résultat, subventions d'exploitation et dimension économique en 2016



Note : les orientations sélectionnées ont perçu plus de 90 % du total des subventions. Les subventions d'exploitation sont incluses dans le RCAI.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire « PBS », « RCAI ».
Source : Agreste - Rica

Subventions d'exploitation en 2016

	Exploit. avec subventions d'exploitation	Montant moyen ¹ de subventions	Exploit. ayant un RCAI hors subvent. négatif	Exploit. ayant un RCAI négatif	Montant moyen des paiements de base ¹⁻²	Valeur moy. ¹ des DPB ² par ha
	%	euro	%	%	euro	euro/ha
Céréales et oléoprotéagineux	100	32 633	88	53	28 757	231
Autres grandes cultures	97	36 271	60	32	31 894	265
Marâchage	70	15 445	21	15	3 978	200
Horticulture	34	9 639	14	13	7 149	268
Viticulture	65	7 567	15	13	6 694	244
Fruits, aut. cultures perm.	83	19 975	24	13	9 136	236
Bovins lait	100	35 351	65	17	22 794	247
Bovins viande	100	47 272	84	11	21 043	195
Bovins mixte	100	50 140	78	20	28 004	231
Ovins et caprins	99	44 381	76	6	17 676	185
Porcins	94	20 856	27	13	16 348	233
Volailles	80	20 241	32	12	13 994	245
Granivores mixtes	98	36 573	49	9	24 516	253
Polyculture, polyélevage	100	39 628	78	29	27 626	232
Total	92	33 610	61	24	23 311	230

1. Les moyennes sont calculées pour les exploitations ayant bénéficié de ces aides.

2. Les paiements de base ou DPB sont ici compris au sens large ; ils intègrent les DPB, le paiement vert, le paiement redistributif ainsi que le paiement additionnel aux jeunes agriculteurs.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ».

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

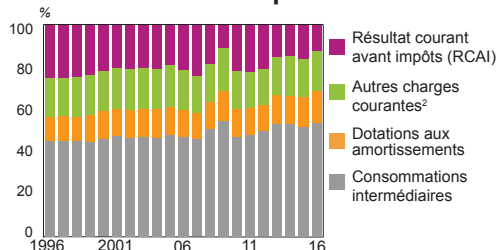
2016
charges

Les charges courantes comprennent les consommations intermédiaires (biens et services consommés par le processus de production), les charges liées à la rémunération des facteurs de production (charges salariales, fermages, charges financières) et l'estimation comptable de la dépréciation de l'actif immobilisé (dotations aux amortissements).

En 2016, les charges courantes des exploitations « moyennes et grandes » s'établissent, en moyenne, à 193 100 €, dont 118 600 € de consommations intermédiaires. Elles baissent par rapport à 2015 du fait des charges réduites en alimentation animale et des dépenses en carburants et d'un léger recul du prix des engrais et des semences. La part des charges dans le produit courant, subventions comprises, est de 88 % en moyenne en 2016, contre 84 % en 2015. Les charges représentent 102 % du produit courant hors subventions.

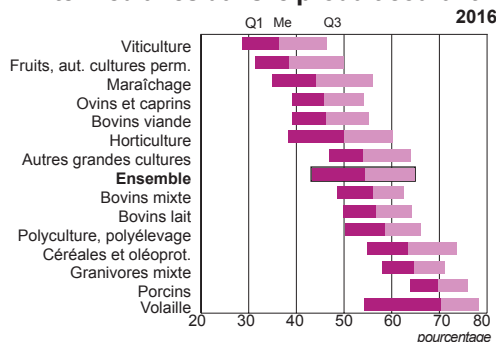
Les éleveurs de porcs ou de volailles ont des dépenses relativement importantes en alimentation animale tandis que l'amortissement des bâtiments, des installations et du matériel pèse davantage pour les éleveurs d'herbivores ou les exploitations de céréales, oléagineux et protéagineux. Les exploitations produisant du vin, des fruits, des légumes ou des fleurs se caractérisent par l'importance des charges salariales. La variabilité du poids des charges dans la production y est aussi plus importante.

Part des postes de charges et du RCAI dans le produit courant¹



1. Somme de la production de l'exercice (nette des achats d'animaux), des subventions d'exploitations et des produits divers non exceptionnels.
2. Les autres charges courantes regroupent principalement les fermages, les assurances, les charges de personnel salarié, les impôts et taxes et les frais financiers.
Voir glossaire « PBS » et indicateurs cités.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Source : Agreste - Rica

Dispersion des poids des consommations intermédiaires dans le produit courant



Lecture : le poids des consommations intermédiaires (CI) dans le produit courant est inférieur pour un quart des exploitations à 43 %, pour la moitié à 54 % et pour les trois quarts à 65 %.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Source : Agreste - Rica

Structure des charges courantes en 2016

Orientations	Charges spécifiques		Fournit., emballages et petits matériels	Énergie	Autres CI ³	Personnel salarié	Fermages	Dotations aux amortissements	Aut. charges courantes ⁴	Charges courantes moy. par exploit.
	Cultures ¹	Animaux ²								
Céréales et oléoprot.	41,9	1,1	1,9	5,4	10,1	2,2	9,7	19,1	8,5	159,4
Autres grandes cultures	37,5	1,4	4,0	4,7	10,9	8,1	9,4	17,0	6,8	260,0
Maraîchage	19,3	0,0	11,8	8,9	18,8	24,7	1,8	10,7	4,0	303,5
Horticulture	29,5	0,1	11,8	6,5	11,2	27,0	2,0	8,0	3,9	224,1
Viticulture	14,5	0,1	12,0	2,9	18,0	20,1	11,6	13,8	7,0	187,3
Fruits, aut. cultures perm.	16,8	0,2	8,8	4,4	19,3	27,6	4,2	12,9	5,9	209,6
Bovins lait	16,1	25,1	6,6	5,3	11,8	2,3	6,2	19,5	7,1	190,7
Bovins viande	12,8	21,4	7,6	5,8	12,3	1,6	8,5	21,8	8,4	107,6
Bovins mixte	16,1	25,3	6,2	5,8	10,9	1,8	7,0	19,4	7,4	192,8
Ovins et caprins	10,1	26,1	7,3	6,0	13,0	2,9	5,2	21,7	7,7	96,4
Porcins	6,4	57,7	3,8	4,1	7,0	5,0	1,8	9,6	4,6	516,3
Volailles	6,2	56,3	3,8	5,0	6,7	2,9	2,3	11,6	5,1	305,5
Granivores mixte	12,5	43,7	4,8	5,0	8,7	1,4	4,3	13,8	5,8	315,6
Polyculture, polyélevage	24,8	16,4	4,9	5,5	11,1	4,3	7,3	18,2	7,6	206,4
Ensemble	21,6	16,4	6,3	5,0	12,1	7,7	7,3	16,6	7,0	193,1

1. Cultures : Engrais, amendements, semences et plants, produits de défense des végétaux, travaux et services pour cultures et irrigation.
2. Animaux : aliments pour animaux, produits vétérinaires, produits reproduction animale, travaux et services pour élevage, honoraires vétérinaires, locations animaux.
3. Autres consommations intermédiaires : entretien et réparation matériel et bâtiments, personnel extérieur à l'entreprise, services divers et divers frais de gestion.
4. Autres charges courantes : assurances, impôts et taxes et frais financiers.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire « consommations intermédiaires » ; « dotations aux amortissements ».
Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2016

valeur ajoutée et facteurs de production

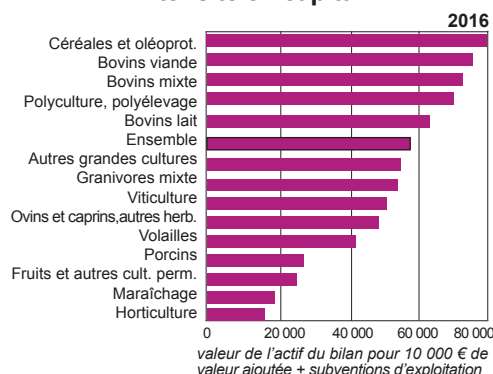
Pour produire de la richesse, définie ici comme la valeur ajoutée (production moins consommations intermédiaires, fermages déduits) augmentée des subventions d'exploitation, différents facteurs de production sont combinés au sein d'une exploitation agricole : capital et travail, qu'il soit salarié ou non salarié. L'apport de chacun de ces facteurs dans la production d'une exploitation est évalué par son intensité.

L'intensité en capital (actif du bilan rapporté à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation) mesure la valeur des moyens matériels et financiers à mettre en oeuvre pour créer une unité de richesse. Les exploitations spécialisées en élevage, doivent, proportionnellement à la richesse créée, apporter en moyenne davantage de capital que les exploitations spécialisées dans les productions maraîchères, horticoles ou fruitières. À l'inverse, l'intensité en travail (nombre d'unités de travail mobilisées pour produire 10 000 € de richesse) est relativement élevée dans ces dernières.

Le niveau exceptionnellement bas des résultats 2016 des exploitations spécialisées dans les grandes cultures, avec une valeur ajoutée sensiblement réduite, expliquent des ratios d'intensité en capital et en travail particulièrement élevés cette année.

En 25 ans, la taille moyenne des exploitations « moyennes et grandes » a quasiment doublé et l'intensité en capital a crû alors que l'intensité en travail est restée stable. La productivité apparente du travail a donc augmenté.

Intensité en capital



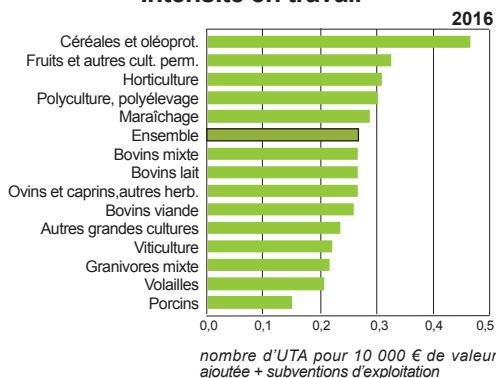
Lecture : pour produire 10 000 € de richesse (valeur ajoutée + subventions d'exploitation) en 2016, une exploitation mobilise 58 200 € d'actifs en moyenne.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Voir glossaire « PBS ».

Source : Agreste - Rica

Intensité en travail



Lecture : pour produire 10 000 € de richesse (valeur ajoutée + subventions d'exploitation) en 2016, une exploitation mobilise 0,27 unité de travail annuel.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyenne et grandes ».

Voir glossaire « UTA », « PBS ».

Source : Agreste - Rica

Valeur ajoutée, intensité en travail et en capital des exploitations agricoles

En moyenne par exploitation	1990	1995	2000	2005	2010	2016
Main d'œuvre - salariés et non salariés - Nombre d'UTA	1,73	1,75	1,87	2,00	2,06	2,05
Superficie Agricole Utilisée (SAU) - Nombre d'ha	47,6	59,3	68,0	76,2	83,8	88,4
<i>millier d'€ 2016</i>						
Valeur ajoutée fermages non déduits	63,9	56,1	60,6	56,5	74,0	60,3
Fermages	6,3	7,9	10,7	11,4	12,7	14,1
Subventions d'exploitation	4,3	22,0	25,4	31,5	32,7	30,1
Valeur ajoutée avec subventions d'exploitation et fermages déduits (VA)	62,0	70,2	75,3	76,5	94,0	76,3
Total actif du bilan	285,2	298,0	351,0	359,8	408,7	444,1
Intensité en capital (total actif pour 10 000 € de VA)	46 010	42 477	46 634	47 021	43 476	58 211
Intensité en travail (nombre d'UTA pour 10 000 € de VA)	0,28	0,25	0,25	0,26	0,22	0,27
Total actif / main d'œuvre (millier d'€ par UTA)	164,8	170,3	187,7	179,9	198,4	216,9

Lecture : En 2016, pour produire 10 000 € de richesse (VA), une exploitation a dû mobiliser 0,27 unité de travail annuel et 58 200 € d'actifs. Elle a mobilisé 216 900 € de capital pour une unité de travail.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2016

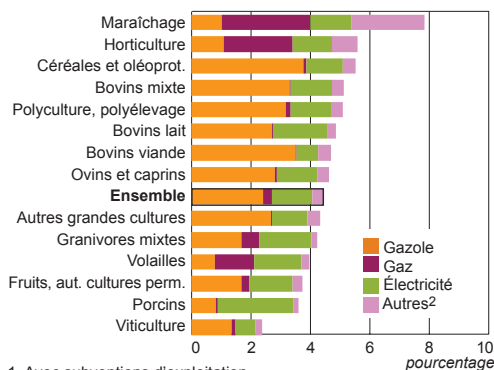
consommation d'énergie

En 2016, la consommation énergétique des exploitations agricoles moyennes et grandes de métropole est estimée à 3,54 millions de tonnes-équivalent-pétrole (TEP). Les charges directes en énergie s'élèvent en moyenne à 9 700 € par exploitation.

La consommation de gazole non routier représente 54 % de la facture énergétique et l'électricité 30 %. Le mix énergétique dépend naturellement de l'orientation des exploitations. Le gazole représente les trois quarts de la facture énergétique des éleveurs de bovins viande. Le gaz, qui peut être utilisé pour le chauffage des serres et des bâtiments, constitue 40 % des dépenses énergétiques des horticulteurs et des maraîchers et plus de 30 % pour les aviculteurs. La facture énergétique des éleveurs porcins, repose pour plus de 70 % sur l'électricité.

En 2016, les dépenses en énergie reculent de 11 % pour l'ensemble des exploitations agricoles, en partie grâce à la baisse du prix du gazole entre 2015 et 2016. Les dépenses d'énergie diminuent de plus de 20 % pour les horticulteurs et les éleveurs d'ovins-caprins. *A contrario*, la facture des éleveurs porcins augmente de 4 % en un an. Les charges en énergie pèsent pour 4,4 % dans le chiffre d'affaires (y compris subventions d'exploitation). Selon les orientations productives, ce poids se situe entre 2,3 % pour les viticulteurs et 7,7 % pour les maraîchers.

Part des dépenses directes en énergie dans le chiffre d'affaires¹ en 2016



1. Avec subventions d'exploitation.
2. Fioul domestique, essence, éthanol, divers.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Source : Agreste - Rica

Consommation énergétique des exploitations agricoles

	2007	2010	2013	2014	2015	2016
	%					
Combustibles	84,5	83,0	80,4	82,5	81,7	82,2
dont carburants ¹	69,4	68,4	66,3	70,4	68,3	69,1
gaz	11,2	11,0	11,4	9,7	9,6	9,3
fioul domestique	2,3	1,9	1,1	0,8	1,2	1,2
Électricité	15,5	17,0	19,6	17,5	18,3	17,8
	millier de tep ²					
Total	3 477	3 573	3 789	3 616	3 714	3 540

1. Le carburant utilisé en agriculture était essentiellement le fioul domestique jusqu'en 2011. À partir de novembre 2011, le gazole non routier est devenu le carburant obligatoire pour les tracteurs et les autres engins mobiles utilisés en agriculture.
2. Les volumes de chacune des sources d'énergie ont été convertis en tonnes-équivalent-pétrole (tep).
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Source : Agreste - Rica

Charges en énergie selon les orientations en 2016

Orientations	Charges totales en énergie : moyenne par exploitation		Part de chaque énergie dans la charge totale ²			
	2016	Évolution ¹ 2016/15	Gazole ³	Gaz	Électricité	Autres ⁴
	millier d'€	%	%			
Céréales et oléoprot.	8,7	-12,1	68,1	2,0	21,8	8,2
Autres grandes cultures	12,3	-13,6	61,6	1,0	27,3	10,1
Maraîchage	26,9	-14,2	13,0	38,0	17,8	31,1
Horticulture	14,6	-22,1	19,8	41,5	23,6	15,1
Viticulture	5,4	-9,4	57,3	5,6	27,3	9,8
Fruits, aut. cultures perm.	9,2	0,0	45,1	7,1	39,5	8,2
Bovins lait	10,2	-10,6	56,0	0,6	37,2	6,2
Bovins viande	6,2	-9,3	74,8	0,7	15,6	8,9
Bovins mixte	11,2	-17,6	64,7	0,6	27,5	7,2
Ovins et caprins	5,8	-21,4	60,8	1,2	29,3	8,6
Porcins	21,4	4,0	23,0	1,5	71,2	4,3
Volailles	15,3	-9,6	19,9	33,2	39,9	7,1
Granivores mixtes	15,9	-9,5	39,6	14,4	41,3	4,6
Polyculture, polyélevage	11,3	-16,7	62,4	3,3	26,9	7,4
Ensemble	9,7	-11,0	54,1	7,0	29,9	9,0

1. Les évolutions sont calculées à partir d'un échantillon d'exploitations présentes les deux années. Les évolutions des valeurs monétaires sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB.
2. La somme des quatre types d'énergie est égale à 100 %.
3. À partir de novembre 2011, le gazole non routier est devenu le carburant obligatoire pour les tracteurs et les autres engins mobiles utilisés en agriculture.
4. Fioul domestique, essence, éthanol, divers.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ».
Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2016

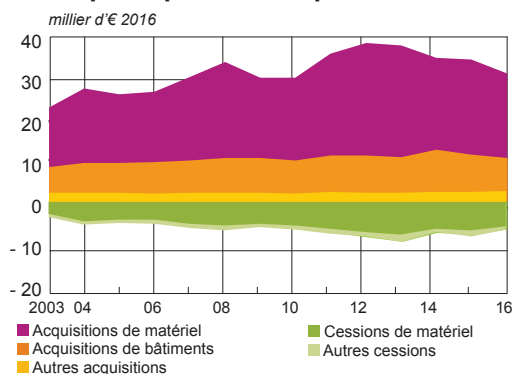
investissement

En 2016, le montant moyen des acquisitions d'actifs corporels (hors foncier) est de 31 700 € par exploitation, tandis que les cessions s'élèvent à 7 000 €. Ainsi, une exploitation agricole « moyenne et grande » investit en moyenne 25 200 € en 2016, les investissements étant définis comme la différence entre acquisitions et cessions d'actifs corporels, augmentée de la variation de stock des animaux reproducteurs (500 €).

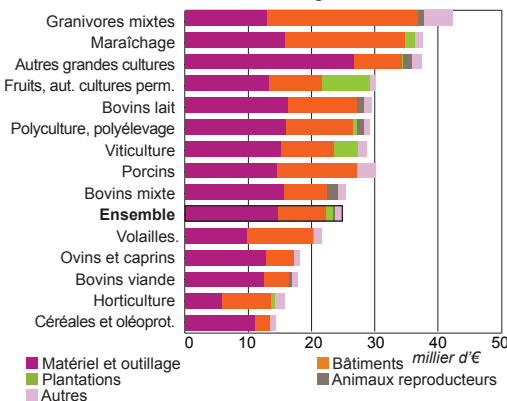
Le montant moyen des investissements baisse de 10 % par rapport à 2015. Cette chute résulte à la fois d'un net repli des achats de matériels (- 11 %) et des dépenses en bâtiment (- 9 %). L'investissement recule surtout chez les éleveurs porcins (- 40 %) et de bovins mixte (- 35 %). À l'inverse, une nette hausse de l'investissement s'observe dans le maraîchage (+ 42 %) et de façon moindre dans les cultures fruitières (+ 13 %). En 2016, l'investissement moyen est trois fois plus élevé pour les éleveurs de granivores mixte (42 700 €) que pour les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (14 000 €).

Toutes orientations confondues, la part des exploitations qui n'investissent pas ou dont les cessions sont supérieures aux acquisitions passe de 23 % en 2015 à 24 % en 2016. La part de celles dont les investissements sont supérieurs à 50 000 €, dégageant une capacité d'autofinancement élevée et empruntant pour financer leurs acquisitions, recule de deux points (15 % après 17 % en 2015).

Acquisitions et cessions moyennes par exploitation depuis 2003



Investissement¹ moyen en 2016



Répartition des exploitations et principaux flux financiers selon la tranche d'investissement¹ en 2016

Tranche d'investissement	moins de 0 €	0 €	0 à moins de 10 k€	10 à moins de 25 k€	25 à moins de 50 k€	50 k€ et plus	Ensemble
	<i>répartition en %</i>						
Effectif d'exploitations	15	10	29	19	13	15	100
Acquisitions d'immobilisations	3	0	5	10	17	65	100
Cessions d'immobilisations	30	0	5	9	16	40	100
	<i>millier d'€</i>						
Montant moyen par exploitation							
Production brute standard	132,2	112,6	134,0	154,7	195,8	269,4	164,2
Capacité d'autofinancement	38,1	26,8	44,3	57,5	75,5	118,3	59,5
Prélèvements privés	34,5	25,2	27,1	31,3	41,7	50,3	34,2
Autofinancements	3,6	1,7	17,2	26,2	33,8	67,9	25,2
Nouvelles dettes financières	18,4	10,2	12,9	23,3	45,4	123,0	36,4
Remboursements dettes financières	33,2	15,7	23,6	32,5	44,1	67,5	35,3
Acquisitions d'immobilisations	6,5	0,0	5,3	17,7	41,2	134,5	31,7
Cessions d'immobilisations	14,4	0,0	1,2	3,3	8,6	18,5	7,0

Lecture : 29 % des exploitations ont investi entre 0 et 10 000 €, avec un montant moyen d'acquisitions par exploitation de 5 300 € et de 1 200 € de cessions.

1. L'investissement corporel hors foncier est la différence entre les acquisitions et les cessions de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériels et outillage, de plantations et d'autres immobilisations corporelles, augmentée de la variation de stocks des animaux reproducteurs.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Voir glossaire « PBS » et ensemble des termes de ce tableau.

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

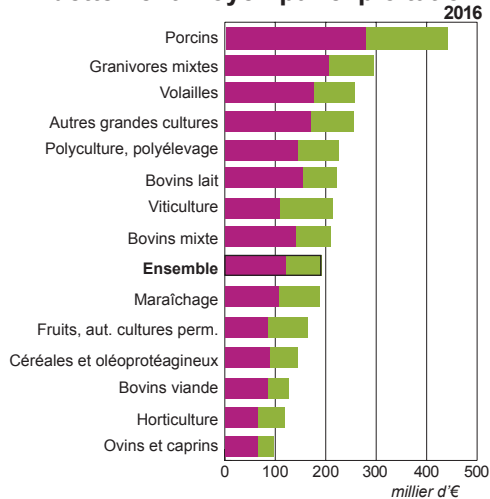
2016 endettement

En 2016, l'endettement des exploitations agricoles moyennes et grandes atteint 192 000 € en moyenne, en baisse de 4 % par rapport à 2015. Les emprunts à long ou à moyen terme, destinés à financer les investissements et le fonds de roulement des exploitations, constituent, comme en 2015, en moyenne 63 % de l'endettement total.

Le niveau d'endettement des exploitations est très hétérogène: il est inférieur à 50 000 € pour 28 % des exploitations et dépasse 300 000 € pour 19 % d'entre elles. Le montant des dettes dépend de la taille des exploitations : les très grandes exploitations (16 % de l'effectif couvert par le Rica) concentrent 41 % de l'endettement total. En raison de tailles d'exploitations ou de coûts de structures très différents, l'endettement moyen affiche des niveaux plus ou moins importants selon l'orientation productive. Il est quatre fois plus élevé chez les éleveurs de porcs (423 000 €) que chez les éleveurs d'ovins-caprins (99 000 €) de taille moyenne plus faible, ou que les exploitations horticoles (116 000 €) également plus petites en moyenne.

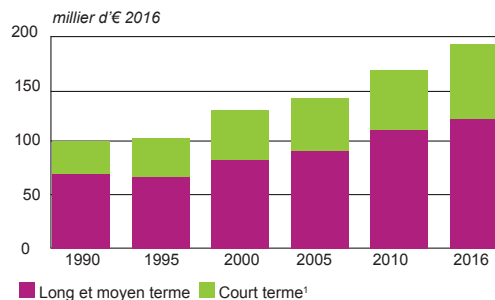
L'endettement dépend également du cycle de vie de l'exploitation : une exploitation dont le chef est âgé de moins de 40 ans, recourant à l'emprunt pour financer les investissements nécessaires à son installation, est endettée à hauteur de 251 000 € en moyenne, soit 65 % de plus qu'une exploitation dont le chef est âgé de plus de 60 ans, qui a amorti une partie importante de ses actifs.

Endettement moyen par exploitation



■ Long et moyen terme ■ Court terme¹
1. Y compris crédit fournisseur.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire « PBS ».
Source : Agreste - Rica

Endettement moyen à long terme et court terme



■ Long et moyen terme ■ Court terme¹
1. Y compris crédit fournisseur.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire « PBS ».
Source : Agreste - Rica

Endettement des exploitations selon la classe de dimension économique en 2016

Classe d'endettement	Répartition des exploitations			Répartition de l'endettement				
	Moyennes	Grandes ¹	Très grandes	Ensemble	Moyennes	Grandes ¹	Très grandes	Ensemble
			%				%	
Moins de 50 000 €	23,3	3,9	0,4	27,6	2,7	0,6	0,1	3,4
50 000 à < 100 000 €	11,3	6,4	1,0	18,8	4,3	2,5	0,4	7,2
100 000 à < 150 000 €	5,7	5,6	1,1	12,4	3,7	3,6	0,7	8,0
150 000 à < 200 000 €	3,3	5,1	1,3	9,7	3,0	4,7	1,2	8,8
200 000 à < 250 000 €	1,3	4,4	1,1	6,8	1,5	5,1	1,3	7,9
250 000 à < 300 000 €	0,7	3,6	1,3	5,6	1,0	5,2	1,9	8,0
300 000 à < 350 000 €	0,5	2,6	1,2	4,3	0,8	4,3	2,1	7,3
350 000 à < 400 000 €	0,5	1,4	1,0	2,9	0,9	2,7	1,9	5,6
400 000 € et plus	0,3	4,0	7,6	11,9	1,0	11,7	31,1	43,8
Total	46,9	37,0	16,1	100,0	18,9	40,5	40,7	100,0

Lecture : les exploitations de dimension « moyenne » dont l'endettement est inférieur à 50 000 € représentent 23,3 % de l'ensemble des exploitations de dimension « moyenne et grande » et concentrent 2,7 % de l'endettement total.

1. Hors très grandes.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ».
Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

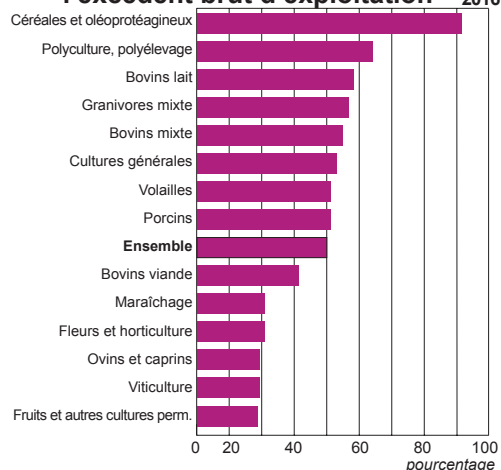
2016 endettement

En 2016, le taux d'endettement s'élève en moyenne à 43,1 %, stable sur un an après quelques années de hausse. La structure de financement des exploitations varie selon les orientations productives : les exploitations en élevage de bovins viande ou en viticulture sont essentiellement financées sur fonds propres. Le taux d'endettement est nettement supérieur pour les élevages de volailles ou porcins.

Dans un contexte de forte baisse de l'excédent brut d'exploitation (EBE) en 2016 (- 18 % par rapport à 2015), le poids de l'endettement augmente nettement pour atteindre 50,8 %. La hausse est particulièrement marquée pour les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (+ 43 points) et significative en grandes cultures et en polyculture-polyélevage (+ 14 points). En revanche, le poids de l'endettement s'est nettement réduit pour les éleveurs de volailles (- 24 points).

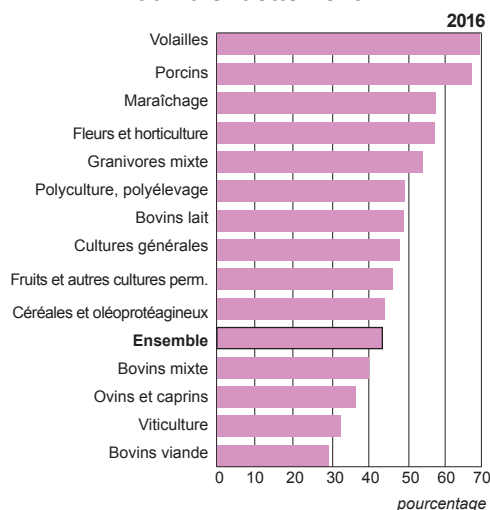
Depuis une quinzaine d'années, avec la baisse des taux d'intérêt, le poids des charges financières (paiements des intérêts) a tendance à diminuer tandis qu'augmente celui des remboursements de capital. Après prise en compte des cotisations sociales de l'exploitant, le solde « disponible » pour l'autofinancement de l'investissement et la rémunération de l'exploitant est de 21 300 € en 2016, en baisse de 32 % en un an.

Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation¹



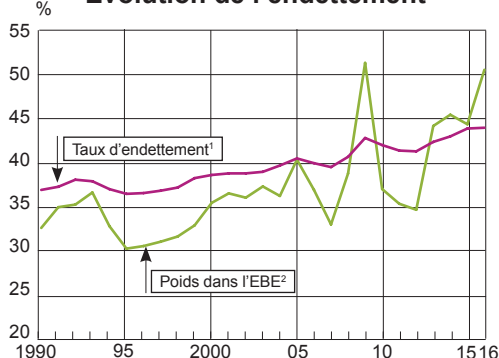
1. Frais financiers et remboursements des emprunts à long ou moyen terme rapportés à l'excédent brut d'exploitation.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Source : Agreste - Rica

Taux d'endettement¹



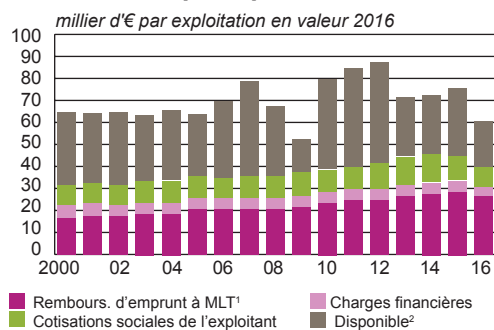
1. Ensemble des dettes rapportées au total de l'actif.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Source : Agreste - Rica

Évolution de l'endettement



1. Ensemble des dettes rapportées au total de l'actif.
2. Frais financiers et remboursements des emprunts à long ou moyen terme rapportés à l'excédent brut d'exploitation.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Source : Agreste - Rica

Évolution des principaux flux financiers



1. MLT : moyen et long terme.
2. Disponible : EBE - remboursement d'emprunt MLT - charges financières - cotisations sociales de l'exploitant.
Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2016
capital

En 2016, l'actif du bilan d'une exploitation « moyenne ou grande » s'élève à 444 100 € en moyenne. Il est composé à 59 % d'immobilisations, à 23 % de stocks, lesquels comprennent notamment les animaux non reproducteurs et les vins en cours de vieillissement, et à 18 % de créances à court terme sur des tiers (principalement des clients) et de disponibilités (trésorerie). Ces actifs sont financés à hauteur de 57 % par des capitaux propres et à 32 % par des dettes financières.

Les immobilisations, de 261 200 € en moyenne, sont constituées principalement du matériel (28 %) et des bâtiments ou des installations (25 %). Depuis une vingtaine d'années, la part des terres comptabilisées dans l'actif immobilisé ne cesse de diminuer (17 % de la valeur comptable en 2016 contre 36 % en 1990). Ceci est dû à l'augmentation des terres en fermage et au développement des formes sociétaires (les terres étant alors le plus souvent louées par les exploitations auprès de leurs associés). Les immobilisations sont d'environ 390 000 € en moyenne pour les exploitations porcines, contre un peu moins de 180 000 € en maraîchage.

En tenant compte de l'ensemble des terres utilisées (y compris les terres en fermage non comptabilisées dans le bilan d'une exploitation) évaluées à leur valeur vénale, le capital mobilisé par l'ensemble des exploitations agricoles « moyennes et grandes » est estimé à 333 milliards d'€ en 2016, dont 217 milliards d'€ de foncier (65 %).

Le passif est constitué à plus de 89 % de ressources durables, capitaux propres (57 %) et emprunts à long ou moyen terme (32 %).

Bilan financier de l'agriculture

	2006	2016
	milliard d'€ 2016	
Bâtiments et installations	18,4	19,3
Matériel et outillage	19,4	21,6
Cheptel (animaux reproducteurs et circulants)	20,8	20,2
Immobilisations incorporelles et financières et autres Immobilisations corporelles ¹	7,4	7,8
Stocks (non compris animaux circulants)	21,6	23,2
Valeurs réalisables et disponibles	18,4	23,6
Régularisation actif	0,4	0,5
Total actif (hors foncier)	106,5	116,3
Capitaux propres des exploitants (hors foncier)	59,5	60,7
Dettes financières (hors fonciers)	34,1	40,0
Dettes non financières	12,9	15,6
Régularisation passif	0,1	0,1
Total passif (hors foncier)	106,5	116,3
Valorisation de la SAU ²	176,7	216,8
Ensemble des actifs	283,2	333,2

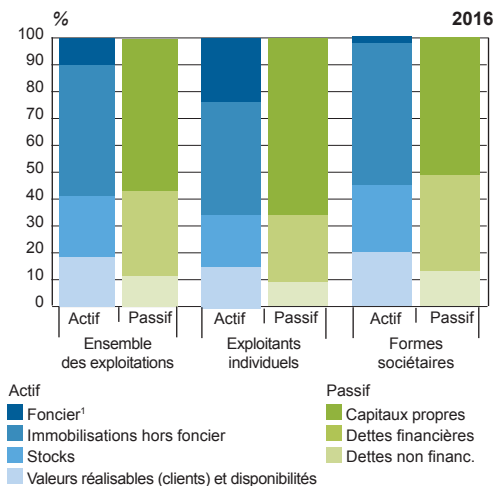
1. « Autres immobilisations corporelles » regroupe notamment les aménagements de terrains, les plantations et les améliorations de fonds.

2. Tous modes de faire-valoir confondus, à partir de la valeur vénale des terres libres à la vente.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Source : Agreste - Rica

Bilan moyen des exploitations agricoles

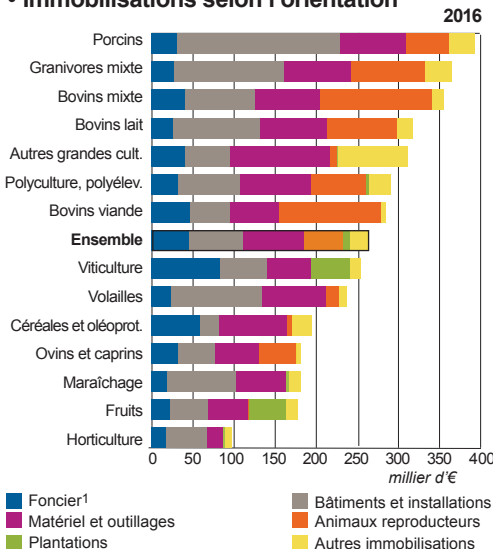


En 2016, en moyenne, l'actif de l'ensemble des exploitations est de 444 milliers d'€, celui des exploitants individuels de 322 milliers d'€ et celui des formes sociétaires de 564 milliers d'€.

• Immobilisations moyennes par exploitation

	1990		2016	
	millier d'€ 2016	%	millier d'€ 2016	%
Foncier ¹	68,4	36	44,6	17
Bâtiments et installations d'exploitation	30,4	16	65,6	25
Matériel et outillage	42,5	22	73,5	28
Plantations	6,9	4	8,7	3
Animaux reproducteurs	32,6	17	46,4	18
Autres immobilisations corporelles et incorporelles	10,6	6	22,5	9
Immobilisations totales	191,4	100	261,2	100

• Immobilisations selon l'orientation



1. Foncier : terres agricoles en propriété (y c. aménagements).

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ».

Source : Agreste - Rica